

pareilles dépenses? Ne pourrions-nous pas faire autre chose avec cet argent?

Je voudrais dire quelques mots des sociétés de la Couronne. D'après le budget, les transferts à ces sociétés ont grimpé de 22 p. 100, c'est-à-dire qu'ils sont passés de 3.7 à 4.6 milliards de dollars. C'est une somme énorme quand on considère que ces sociétés devraient être rentables et que la plupart d'entre elles devraient payer des impôts. Le ministre de l'Énergie n'est-il pas chargé de celle-là même qui fait passer des messages publicitaires à la télévision pour nous dire qu'elle nous appartient? Et comment qu'elle nous appartient: elle va nous coûter 460 millions de dollars de plus cette année et 60 millions supplémentaires pour nous trouver du pétrole au large des côtes de la Jamaïque ou de la Chine. Il faut y mettre le holà, monsieur le Président. Nous sommes le seul pays au monde qui soit obligé de continuer à financer une société d'État pour qu'elle puisse fonctionner. Les autres pays retirent des dividendes de leur société pétrolière nationale, le Canada paie les pots cassés.

En septembre de l'année dernière, nous avons étudié à la Chambre le cas de la Société pour l'expansion des exportations. Les députés de mon parti ont fait valoir que nous pourrions prendre certaines mesures pour accroître nos exportations sans qu'il nous en coûte un sou. Les contribuables devront investir 287 millions de dollars de plus dans la Société pour l'expansion des exportations. Il faut donc refondre cette société, en nous dotant de nouveaux mécanismes de surveillance, en remplaçant ses dirigeants actuels, et lui fixant d'autres objectifs.

Notre tarif postal est de 32c., contre 20c. aux États-Unis. Nous versons à la Poste plus de 520 millions cette année. Cela irait à la rigueur si nous recevions notre courrier à temps, si les habitants des quartiers neufs pouvaient recevoir leurs lettres chez eux. Mais souvent ils ne le peuvent pas. Cette société est mal gérée, mal dirigée, mal organisée. Elle trompe ses clients sur le temps d'acheminement du courrier. Et le comble c'est qu'elle nous coûte maintenant 520 millions de plus. Cela dépasse les bornes.

● (1210)

J'hésite à parler de spectacle, mais cette année, la Société Radio-Canada va recevoir 895.7 millions. Quand on voit ces chiffres on se demande pourquoi il faut qu'elle fasse cela. J'ai quitté la Chambre vers 10 h. l'autre soir. L'arrière de l'immeuble de l'Est était illuminé par les projecteurs de télévision. Qui fournit ces projecteurs? Radio-Canada.

En arrivant l'autre jour, j'ai vu que Radio-Canada éclairait de ses projecteurs toute la façade de l'immeuble. La journée du budget, Radio-Canada avait je ne sais combien de camions, je ne sais combien de matériel et d'endroit pour interviewer les gens. C'était très bien organisé. Toute une armée d'hommes, de femmes et de machines, installés partout. Il y en avait au moins cinq fois plus que pour tous les autres réseaux du pays mis ensemble. La Société reçoit une subvention de 895.7 millions. En outre, elle touche 17 millions de recettes publicitaires, mais cela j'imagine que ce n'est rien pour elle.

Je pourrais parler de l'Énergie atomique du Canada Ltée. Nous n'arrivons pas à vendre de réacteurs CANDU. Bien sûr, il y a des réalisations à faire dans l'énergie atomique, mais il y a quand même moyen de réduire les crédits qu'on affecte à cette société.

Le budget—M. Blenkarn

Je vois que vous me faites signe que mon temps de parole est expiré, monsieur le Président. Je pourrais montrer partout dans ce livre bleu des endroits où on pourrait introduire des modifications et des coupures sans nuire aux services sociaux, sans nuire aux pensions universelles ni aux transferts universels. En ce moment, les frais de l'État pourraient être réduits au minimum de 5 milliards. Le gouvernement pourrait s'y mettre sérieusement, passer au peigne fin chaque ministère pour supprimer les partages d'attributions, les doubles emplois et les gaspillages. A titre d'exemple, je reçois chaque jour un dépouillement de presse du ministre des Finances (M. Lalonde). Il y en a également un fourni par la Consommation et les Corporations et par la bibliothèque du Parlement. Il y a trop de doubles emplois et de gaspillages sur des questions de peu d'importance. Il est possible de supprimer cela, et le gouvernement n'a pas le droit de dépenser ou d'emprunter tout cet argent qu'il y a au budget. Il faudrait rejeter le budget.

M. Chrétien: Monsieur le Président, j'aimerais poser une question, parce que je ne fais que répondre depuis des années. Est-ce que le député a bien dit que les conservateurs ont pour politique de donner des subventions uniquement à ceux qui trouvent du pétrole, qu'elle n'aidera pas les sociétés qui forent des puits secs? Est-ce là la politique de son parti, car c'est ce qu'il a dit il y a quelques minutes?

M. Blenkarn: Monsieur le Président, je suis heureux que le ministre me donne la possibilité de poursuivre sur cette question de l'énergie.

M. Chrétien: Répondez à la question.

M. Blenkarn: Le programme actuel consiste à accorder des subventions en fonction, non pas du pétrole découvert mais de la nationalité du capital. A-t-on jamais entendu parler d'une chose pareille? On dit à ceux qui forent des puits de prospection qu'ils doivent d'abord prouver leur nationalité avant de savoir quelle sorte de subvention ils vont recevoir. Au lieu de se demander s'ils découvrent du pétrole, si l'endroit est bien choisi pour chercher du pétrole, ou s'il se produit du pétrole. Nous pourrions finir par avoir des sociétés qui sont constituées uniquement pour obtenir des subventions. Je mets le ministre au défi de procéder à un contrôle de ces subventions, et de nous prouver ici que ces subventions nous permettent d'espérer des recettes fiscales à l'avenir.

M. Chrétien: Monsieur le Président, le député n'a pas répondu à la question. Il y a des subventions pour les sociétés canadiennes et aussi pour les sociétés étrangères. Les subventions ne sont pas du même ordre, mais les deux sortes de sociétés en reçoivent.

Est-ce que le député a bien dit qu'il va subventionner et aider uniquement les sociétés qui trouvent du pétrole? Comment va-t-il savoir si les sociétés qui ne trouvent pas de pétrole ne devraient pas recevoir de subvention? Je suppose que si je découvrais du pétrole, je n'aurais pas besoin de subvention. Quand on trouve du pétrole, on n'a pas besoin de subvention. On aide les sociétés quand elles n'en trouvent pas. J'aimerais que le député réponde à ma question. Veut-il dire que son parti aura pour politique de n'accorder des subventions qu'aux compagnies qui trouveront du pétrole et pas à celles qui n'auront pas cette chance? Oui ou non?

M. Blenkarn: Monsieur le Président, je ne suis pas le critique de l'énergie de mon parti. Je rappelle toutefois au